

Table des matières.

~~des affaires~~

1. Mémoire pour le sr. Désesme appelleant = Contre le sr. Geneix intime	1 ^{re} 1
2. Consultation pour sr. Désesme	29
3. Note pour sr. Désesme = Contre sr. Geneix	43
4. justification du jugement de première instance	53
5. Résumé pour Désesme	89
6. précis en réponse pour Geneix	103
7. consultation en faveur du jugement	73
8. Encore quelques mots pour le sr. Geneix	129
9. Courte réponse aux derniers mots	137

QUESTIONS.

L'errone, dans une inscription en emmobilier, au bas de laquelle se trouve l'inscription, la ville-t-elle ?

L'errone dans la désignation de la situation des biens hypothéqués ville-t-elle l'inscription ?

Le 1^{er} vendémier confirme-t-il ses priviléges contre un tiers-acquéreur, indépendamment de toute inscription, malgré la transcription de la vente faite à ce dernier ?

Peut-on mettre à exécution un titre pour les immeubles appartenant, ou ayant appartenu à un militaire.

2^e

1. Précis sur délibéré pour le corps commun des habitants de Chappes intime contre Jean Baptiste Champfleur et autres appelleants; en présence des héritiers Certaud de Viry; intime	141
2. Observations en réponse pour Monsieur Jean Baptiste Champfleur la Dame Champfleur, le sr. de Challier, son épouse, la Dame Veuve Daumathie, et la Dame Veuve Chabrol appelleants et intervenants. Contre le corps commun des habitants de Chappes intime	165

QUESTION.

Le créancier d'une dette peut-il demander la résolution du contrat, contre un tiers détenteur, qui n'a pas été chargé du paiement pour son acquisition et a perçu la hypothèque ?

Le tiers détenteur qui a fait transcrire n'est-il tiers que du paiement du prix de la vente entre les créanciers de son vendeur ?

une d^e hypothèque a-t-elle pu être transformée en une autre personnelle ? d'autre hypothèque introduite par l'ancien droit, est-elle admise pour le code ?

1. Précis pour les héritiers de René Chassaing Dubois - 193
 2. Précis pour les héritiers Chassaing Dubois - 217

Question.

une institution contractuelle (prise d'usage, condition, celle de renoncer pour l'institué à tout droit dans la franchise de son père et mère), doit-elle être créée ?

Le donataire, après avoir accepté l'institution, peut-il refuser de remplir la condition, quelqu'il prétende l'interdire tout l'effet de l'institution ?
 Cette condition est-elle contraire aux lois ou aux bonnes mœurs ?

1. Mémoire à consulter, suivi de consultation

Pour dame Françoise Webur et le sieur Jean Michel Paillat son mari, la D^e. Dame héritière de défunt Gilbert pasteur prêtre.

Contre les prétendus droits à la succession de Gilbert pasteur. 241.

2. Mémoire pour M^r. Alexandre Muregon et Denise Bouchard sa femme propriétaire demeurante à Vendat, appelaient.

Contre le M^r. François pasteur demeurant à Clermont Ferrand intime.

Et contre le sieur et M^r. Paillard demeurant à Riom appelaient. 259

Question

1^e le rappel à succession, stipulé par contrat de mariage, sous l'empire de la coutume du Bourbonnais, a-t-il l'effet d'une institution contractuelle irrévocable ; ou au contraire peut-il être annulé par une résolution entre vifs ou testamentaire fait par l'auteur de la disposition ?
 en d'autres termes :

1^e le rappel (en vertu de la coutume du Bourbonnais) par représentation du père ou de la mère du rappelé, empêche-t-il celui qui a fait ce rappel, d'enfacer une ou plusieurs autres au profit des parents d'une autre branche des possesseurs ?

2^e ce rappel ne saurait être rappelé que de la partie qui auraient dû recevoir la personne qui les représentent ?

3^e la charge d'assurer toute l'héritage de l'épouse, inscrite dans l'appelé, passe-t-elle avec la partie du rappel, de telle sorte que si il ne disparaît pas (en faisant cette convention) des portefeuilles des épouses, ces portefeuilles tombent dans les personnes ab intestato, ou que si il est disposer, comme au furme des personnes, celles-ci doivent faire les remembrements ?

6^e
Mémoire pour le sieur Bouterel inspecteur des contributions directes
Demandeur en opposition
Contre l'administration de l'enregistrement et dédommagement. --- 311

Question.
La Régie a-t-elle la faculté de Réclamer le droit d'enregistrement
d'un acte sous seing privé, ou de celui qui le soumet à l'enregistrement
pour bon service, après avoir même commencé à en faire usage, ou de
celui qu'elle s'imagine devoir les supports?
Le triple droit, est-il dû pour l'enregistrement d'une contréétablie du 22
Brumaire an 7, dont la date est certaine?

6^e
Mémoire suivi de conclusion ministérielle pour sieur Arragonier doval
Demandeur
Contre les administrateurs de l'hospice de clermont. ----- 327

Question.
1^e la séparation des patrimoines peut-elle être faite d'office par le
juge commissaire à l'ordre, ou doit-elle être expressément demandé par le créancier.
2^e la séparation du patrimoine peut-elle accordée aux créanciers qui
a accepté l'héritier du défunt pour débiteur?
3^e les notaires recevant l'acte de ratification ou titre nouvel d'une
créance, peuvent-ils en même temps l'accepter pour le créancier absent, et
celui-ci n'est-il pas reputé l'avoir accepté lui-même en prenant une inscription en
tertre de cet acte, en faisant notifier un commandement au débiteur, et assujettiront
sa collation, toujours dans le sens de cet acte? les administrateurs auraient-ils
exécuté leur pouvoir en faisant une pareille acceptation? y a-t-il, dans le cas, innovation?

6^e
procès pour clémence usse appellant
contre Jean Valet et Lucrèce contre le s. D'indegné fayssac aussi intime 351

Question.
1^e Le voisin qui s'est intérêté la faculté de bâti, et de faire construire
dans sa cour, de manière que l'autre voisin ne puisse dans aucun temps
être privé des jardins et rues qu'il a sur cette cour, a-t-il pu au préjudice de
cette convention, faire construire un bâtiment dans cette même cour, qui
gêne les jardins et la rue?
2^e Qu'entend-on par une dérangement et de préjudice?

1. Mémoire pour les S ^r . Dominique Bancel et Mme Magdeleine Bancel, dame jacqueline Bancel et autres intimes	Mme Magdeleine
Contre S ^r . Jean henri Bancel de Tessart.	373
2. Mémoire en réponse pour henri de Tessart.	399

Question.

l'approbation d'un testament une puissance de protestation, mais il n'en résulte à l'attaque équites?

La déclaration de la partie de l'enfant prétexte, qui confirme la pleine et entière exécution du testament de son père, fait décharge de toutes dispositions contenues dans le testament, et qu'il, j'ufais au, la confirmation de toutes choses quelconques équivaut à une disapprobation expresse?

quel est l'enfant prétexte avec la puissance pourvois contre cette déclaration?, devrait il y avoir dans le Dico dans les travaux ???

<u>Mémoire</u>	
1. Exposé pour Sieur Aubier Lamontthiéle demandeur.	655
Contre les S ^r . et D ^r . de St. Mandé Défendeurs.	-----
2. Mémoire pour les S ^r . et D ^r . de St. Mandé.	403
3. Réponse de Sieur Aubier Lamontthiéle.	531
4. jugement du tribunal de première instance.	573
5. consultation suite jugement en faveur de Lamontthiéle.	585
6. Résumé pour Sieur Aubier Lamontthiéle, intime.	603
Contre les S ^r . et D ^r . de St. Mandé et la D ^r . Chamfleur. Sieur Lamontthiéle appelleur.	620
7. Mémoire à consulter et consultation pour Sieur Aubier Lamontthiéle sur son pourvoi contre l'arrêt.	629

Questions.

1^e Le mandat se présente-t-il, en droit, ou, ce peut-il se former que par exception?
2^e Ensuite résulte-t-il de la correspondance établie entre la dame de St. Mandé et Aubier, que celle-ci, qui elle ait été constitutive, pour lui, mandataire, à l'effet d'acquérir, pour lui, des biens constitutifs?

3^e Cette dame est-elle devenue adjudicataire des biens de son père, propriétés nées, pour le servir à lui et à ses enfants, malgré le décret en ce qu'elle s'exprime.
Le⁴ La disposition faite par elle de la pleine propriété du dommage de son père, au favor de personne lessame Aubier, par son contrat de mariage, ne doit-elle pas être respectée, lorsque elle court à abdiquer tout son droit dans ses autres biens et dans les deux héritabilités sur la succession de son père et de son fils, en sorte évidemment à dire?

Mémoire pour Dame Doyen-Dumontel, épouse séparée de
biens du Sieur Citerne, appelaient
Contre Antoine Blotin intime - - - - - 679

Question.

L'affaire une épouse de biens peut-elle, sans autorisation, obligée
par nécessité et ses revenus, quelques biens son mari détient?

La obligation est-elle valable si elle a été contractée pour l'acquérir
d'une dette du mari?

Consultation pour la Dame Bleuenfranchet d'ayat, appelle
= l'. lef j'. et Dame Dechamps.

La Dame d'ayat ayant acquis, des f. Dechamps, le 11 aout 1811, par acte
notarié, la terre de Blot, éprouvent-elle juste préjet des créances antérieures, par
l'existence d'une vente formellement privée, exécutée le 17 aout 1807, ayant
date certaine, par le vendeur, à son fils ainé, déclaré en sa faveur unies
en elles, tendue à refuser le paiement du prêter jusqu'à ce que la vente, qu'en
avant représentée comme un simple préjet, aura été déclarée nulle par
jugement rendu entre toutes les parties intéressées?

Observation pour M. Doyen-Dumontel; = { contre les biens de solignat
et de Bergoigne. et M. Félibien. → 71^e.

S'il s'éleve contestation sur la nature d'un chemin; qualifié par les uns
chemin public ou vicinal, et, par les autres, chemin d'exploitation; que les f. se
en établissent le véritable comme ayant été approuvé par un des propriétaires
rénovaine, tendrigez calvici, devant la question de propriété, prétend n'avoir
disposé que de sa chose; en ce cas, l'autorité administrative est-elle compétente?
n'est ce pas aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de statuer?

Mémoire pour le habitant d'Ussat demandeur en cassation; = la Dame de Riom. → 71^e.

Question.

1^o une commune en réclamation et partage de bien communaux dans l'intérêt d'une
commune est-elle de la compétence des tribunaux?

2^o le juge d'une commune qui a un procès devant il doit-il déterminer de connaître de la
cause, comme étant partie intéressée, en leur qualité d'habitants?

3^o comment doit-on entendre la disposition de la loi du 28 mai 1810, qui prohibe
toute action relative au partage de bien communaux.

4^o une longue possession peut-elle égaler la prescription sur un objet individuel et commun?

5^o Est-il nécessaire pour former une demande en réclamation de bien communaux postérieurement à la loi du
9 octobre 1812, que le demandeur justifie de possession ou de litige au 4 aout 1789?

6^o de quelle époque doit courir la restitution d'un fruit, en matière de réclamation
de bien communaux?

7^o Si quel la copie de l'assignation à une commune, doit-elle être laissée, en
l'absence de maire?